

L'OPINION PUBLIQUE

Journal Hebdomadaire Illustré

Abonnement, payable d'avance : Un an, \$3.—États-Unis, \$8.50.
Tout semestre commencé se paie en entier.
On ne se désabonne qu'au bureau du journal, et il faut donner au moins quinze jours d'avis.

Vol. XI.

No. 37.

Prix du numéro, 7 centins.—Annonces, laligne, 10 centins.
Toute communication doit être affranchie.
Les remises d'argent doivent se faire par lettres enregistrées ou par bons sur la poste.

JEUDI, 9 SEPTEMBRE 1880

AVIS IMPORTANTS

L'Opinion Publique est imprimée et publiée tous les jeudis par la COMPAGNIE de LITHOGRAPHIE BURLAND (limitée,) à bureaux, Nos. 5 et 7, rue Bleury, Montréal.

Le prix d'abonnement pour ceux qui paient d'avance, est de TROIS PIASTRES par année pour le Canada et TROIS PIASTRES ET CENT pour les États-Unis; mais on exige de ceux qui ne se conforment pas à cette règle \$3.25 par année s'ils ne paient qu'au bout de trois mois, et \$3.50 s'ils ne règlent qu'à la fin de l'année.

Les lettres d'abonnements ou traitant d'autres affaires doivent être adressées à G.-B. BURLAND, Gérant, ou : "Au Gérant de L'Opinion Publique, Montréal."

Adresser les correspondances littéraires : "Au Rédacteur de L'Opinion Publique, Montréal."

Si une réponse est demandée, il faut envoyer une estampille pour en payer le port.

Lorsqu'on veut obtenir des exemplaires extra du journal, le prix de ces exemplaires, en estampilles ou autres valeurs, doit accompagner la demande.

Nos abonnés à Montréal sont priés de nous faire connaître toute irrégularité dans le service du journal.

NOTRE PRIME

Nous avons à offrir à nos abonnés, cette année, une prime qui va faire sensation, la plus belle à l'exception d'une seule, de nos jours. Celles que nous avons données depuis l'existence de L'OPINION PUBLIQUE. C'est une grande gravure qui représente la sainte Vierge tenant sur ses genoux le Christ et saint Jean-Baptiste enfants. Rien de plus poétique, de plus charmant que cette gravure; elle éveille les souvenirs les plus religieux, inspire les sentiments les plus suaves. Nous sommes sûrs que ceux qui l'auront vue une fois, voudront l'avoir à tout prix pour la faire encadrer.

Que nos abonnés se hâtent donc de payer ce qu'ils nous doivent afin d'avoir droit à cette prime et que ceux qui ne sont pas encore abonnés à L'OPINION PUBLIQUE se hâtent de le devenir.

Il n'y a pas un pays au monde où les propriétaires de journaux offrent au public autant d'avantages. "Je suis heureux, nous disait quelqu'un, d'être abonné à L'OPINION PUBLIQUE, c'est un journal intéressant et instructif : il forme relié un volume précieux que je conserve avec soin, mais que je puis vendre au bout de l'année assez cher pour me rembourser de ce qu'il me coûte, et j'ai par-dessus le marché une prime qui vaut, à elle seule, le prix de l'abonnement." Rien de plus vrai et ceux qui sont en état d'apprécier ces avantages devraient se faire un devoir de répandre partout L'OPINION PUBLIQUE, de la faire recevoir dans toutes les familles où on sait lire.

Auront droit à notre prime tous ceux qui auront payé leur abonnement jusqu'au premier janvier prochain et les nouveaux abonnés qui auront payé une année d'avance.

LES IMMUNITÉS

Si nos articles sur l'intervention du clergé dans les élections nous a attiré des reproches amers et des injures odieuses, elles nous ont valu, Dieu merci! des témoignages consolants de sympathies et d'approbation de la part de prêtres et de citoyens distingués. Un prêtre estimé, curé d'une grande paroisse, nous envoie avec une lettre, dans laquelle il nous approuve énergiquement, les lignes suivantes qu'il nous permet de publier :

Vous avez dit de rudes vérités au sujet des immunités. Il faut avouer franchement que le procès de Berthier vous en avait fourni une occasion distinguée. Ces messieurs, qui tiennent si fort aux immunités, semblent ne pas tenir également aux officialités : cependant, l'un ne doit pas aller sans l'autre, qui a fait lundi à fait mardi. L'Eglise a toujours détesté et détestera toujours la tyrannie, même quand elle veut revêtir les formes les plus saintes :

Vae Soli.

M. LAVALLÉE ET L'INDUSTRIE SUCRIÈRE EN CANADA

Il y a quelques semaines, un ami que nous n'avions pas vu depuis dix ans, entra à notre bureau. Nous le reconnûmes facilement, car il n'avait pas changé. Il était tel que nous l'avions vu, lorsqu'il y a quinze ans, il revint des États-Unis où il avait fait plusieurs campagnes pendant la guerre entre le Sud et le Nord, et s'était fait en peu de temps une belle position dans l'armée du Nord. Il avait quelques milliers de piastres qu'il mit dans l'industrie, ne fut pas heureux et retourna aux États-Unis où il fut de tous les métiers même journaliste.

Envoyé en France, il y a quelques mois, par une maison de commerce américaine, il s'occupa de réaliser une idée qui le préoccupait depuis longtemps—l'établissement de manufactures de sucre de betterave au Canada.

Il étudia cette importante industrie, se mit en rapports avec quelques grands capitalistes de France, leur parla des avantages que le Canada offrait à la manufacture du sucre de betterave et produisit sur eux une si bonne impression qu'ils le chargèrent de venir en Canada pour voir si les cultivateurs consentiraient à fournir assez de betterave pour alimenter quatre ou cinq manufactures.

La maison Legru ne voulait pas déplacer ses capitaux et se donner la peine de les transporter en Canada sans y placer une dizaine de millions de francs.

M. Lavallée arrivait donc de France lorsqu'il vint nous faire visite. Quelques semaines plus tard, M. Hector Legru vint le rejoindre. La visite de M. Legru eut pour effet de décider les capitalistes français à fournir tous les capitaux nécessaires à l'entreprise, si on trouvait la quantité de betterave requise.

M. Lavallée se mit alors à l'œuvre. Il commença par Berthier où, puissamment aidé par M. Tranchemontagne son beau-frère, il réussit à trouver les 1000 arpents de terre en betterave nécessaires pour alimenter une manufacture.

L'élan est donné, à l'heure qu'il est, en quatre endroits différents, à Beauport, à la Longue-Pointe, à St-Jean et à Varennes, on s'organise pour profiter des avantages de la nouvelle industrie.

Depuis longtemps on parlait de la fabrication du sucre de betterave, on démontrait que cette industrie serait une source de richesse pour l'agriculture et le commerce. Ce ne sont pas les paroles qui manquent dans ce pays, mais les capitaux, l'énergie et l'expérience. M. Lavallée a trouvé le moyen de réaliser en quelques mois tous ces beaux rêves; il nous apporte les capitaux et le génie d'entreprise d'une des bonnes maisons de France.

Nous espérons qu'au moins notre population fera sa part dans le grand mouvement qui se fait, qu'on répondra à son appel et qu'on ne commettra pas la faute de tourner le dos à la fortune qui nous vient, surtout lorsqu'elle nous vient de la France.

Peut-on désirer un plus grand bonheur que celui de devoir son salut à la France.

A M. Lavallée et à tous ceux qui nous apportent de l'argent de la France, nous devons l'encouragement et la reconnaissance. Nous espérons que notre population ne prêterait pas l'oreille aux mauvais conseils qu'on pourrait lui donner, qu'elle se méfierait de ceux qui, par intérêt personnel ou par esprit de vengeance, voudraient empêcher ce qu'ils n'ont pu faire eux-mêmes.

L.-O. DAVID.

ÇA ET LÀ

Un malentendu nous oblige à remettre au prochain numéro un portrait et une notice biographique de M. Narcisse Valois.

**

Le croira-t-on?... le Canada contribue annuellement autant qu'aucun autre pays du globe à grossir le nombre de la population des États-Unis. Un rapport du chef du bureau des statistiques à Washington, pour le mois de juin 1880, place le Canada au troisième degré de l'échelle descendante. Voyons :

Irlande.....	14,190
Allemagne.....	12,548
Canada	12,323

Nous venons après l'Irlande et l'Allemagne! L'Irlande en proie à la famine, l'Allemagne écrasée par les impôts et regorgeant de population, fournissent guère plus d'émigrés aux États-Unis que le Canada! Et notre pays est à peine défriché! Quel sujet de tristes réflexions!

**

Nous apprenons avec plaisir que madame Defoy ouvre, ces jours-ci, sur la rue St-Hubert, de Montréal, une académie pour les jeunes demoiselles et les petits garçons et les petites filles. Ce sera une académie de choix qui ne peut manquer de prospérer sous la direction d'une personne aussi distinguée que madame Defoy. Madame Defoy, restée veuve il y a quelques années, avec six enfants, a cherché courageusement dans l'enseignement les moyens de faire vivre sa jeune famille.

Douée de grands talents, ayant une éducation des plus parfaites, elle a obtenu de grands succès.

S'étant décidée d'ouvrir une école publique, elle espère que l'encouragement du public ne lui fera pas défaut. Certes, s'il est des personnes qui méritent des sympathies, ce sont bien ces généreuses mères

de famille qui, ne comptant que sur leur énergie et leur travail pour élever et faire vivre leurs enfants, se consacrent aux pénibles fonctions de l'enseignement.

Et elles ont fait leurs preuves, ces personnes dévouées. On connaît l'excellente éducation, l'éducation pratique qu'elles donnent à nos enfants.

**

Des jésuites français sont arrivés à Constantinople pour y ouvrir un collège. On lit à ce sujet dans le journal turc l'*Osmanli* :

C'est avec plaisir que nous les recevons chez nous. Quoique notre réputation de persécuteurs soit faite de longue date, on sait que c'est toujours en Turquie que les persécutés sont venus chercher et ont toujours trouvé, un asile sûr. Et si notre ignorance est crasse, comme on ne cesse de le répéter, eh bien! les jésuites nous rendront aussi savants qu'eux.

Nous profitons des miettes balayées de la table des peuples éclairés et libres.

Au banquet du progrès, ces peuples consomment tout et nous rien; contentons-nous de leurs miettes.

L'*Osmanli* est un organe qui prend, dit-on, son mot d'ordre à la Sublime-Porte. On voit par là que le Grand-Turc se montre, en cette circonstance, plus juste et plus généreux que de soi-disant chrétiens.

**

A propos de la naissance d'un nouveau journal libéral à Toronto—le *World*—l'*Événement* fait quelques réflexions qui nous paraissent très justes. Nous croyons comme lui que le parti libéral ne reviendra pas au pouvoir en demandant simplement au peuple de revenir à l'ancien tarif. Dans le cas même où la protection ne produirait pas tout le bien promis, le peuple ne se déjugera pas sans qu'on lui offre quelque chose de mieux, sans un programme capable de l'enthousiasmer. Citons l'*Événement* :

Un nouveau journal publié à Toronto et qui s'intitule *journal libéral indépendant*, le *World*, jette un coup d'œil sur la situation du parti libéral. Il marque d'abord les fautes qui ont été commises. La plus grande, à son sens, c'est qu'au lieu d'admettre dans une mesure raisonnable la protection, le *Globe* et M. Mackenzie ont arboré en tête du parti le drapeau du libre-échange. Il aurait fallu faire des concessions opportunes au mouvement qui se faisait dans l'opinion en faveur de la protection, et ne pas s'enfermer pour le repousser dans des théories absolues.

Le *World* est d'avis que le parti libéral devrait revenir sur ses pas et opposer une protection mitigée au régime fiscal actuel. Cela serait assez raisonnable; mais il est bien tard, et ce qui suffit à vous conserver le pouvoir ne suffit pas à vous le rendre. Il faut un plus gros engin que cela pour faire remonter à un parti la pente au bas de laquelle il a glissé. On ne crée pas un grand mouvement populaire simplement à l'aide d'idées rétrospectives. Si le parti libéral n'a rien dans son sac que ce qu'il aurait dû y trouver en 1875, comment peut-il espérer être au niveau des besoins et des aspirations nouvelles de 1873? Il est louable de reconnaître ses erreurs; mais pour les réparer, l'initiative est nécessaire plutôt que le repentir.

Le programme du *World* est trop court; il manque d'étoffe et d'ampleur. Il n'est pas mauvais, mais il faudra que M. Blake y ajoute un fleuron, une cocarde, s'il veut rallier à lui une armée qui soit en état de contrebalancer les chances de celle que dirige sir John. Le passé est le passé, et le jugerait-on avec une clairvoyance admirable, il n'en reste pas moins indispensable de s'élever des souvenirs aux conceptions nouvelles. On n'obtient l'avenir qu'avec des idées d'avenir.

**

Nous appelons l'attention de nos lecteurs, des cultivateurs en particulier, sur